

La sécurisation Alimentaire en Algérie **Food safty in Algeria**

Nouioua Ammar, * Université de Batna 1, Algérie, Email :
ammar.nouioua@univ-batna.dz

Reception: 08/09/ 2022

Acceptation: 30/09/2022

Résumé: Dans ce nouveau contexte international, le sous-développement bien connu de l'agriculture algérienne va-t-il être une chance pour elle, alors que le potentiel agricole reste dans tous les cas largement sous-exploité. Le processus de relance de l'agriculture est impératif pour contribuer à la croissance et à l'amélioration des équilibres extérieurs et une volonté de réinventer l'agriculture afin de préserver notre souveraineté.

Mots Clés: La sécurisation alimentaire ; agriculture ; Algeria

Abstract: In this new international context, will the underdevelopment of Algerian agriculture be a chance for it, while the agricultural potential remains in any case largely under-exploited. The process of reviving agriculture is imperative to contribute to growth and the improvement of external balances and a desire to reinvent agriculture in order to preserve our sovereignty.

keywords: Agriculture ; food safty ; Algeria

INTRODUCTION:

Le secteur agricole représente aujourd'hui un véritable gisement d'emplois et pèse pour un quart dans la population active cependant dans une économie faiblement, voire pas du tout diversifiée, l'agriculture peine à être le moteur de croissance que l'on souhaitait.

L'impact de ce coup de fouet aux subventions et aux dotations budgétaires dont a bénéficié l'agriculture a été limité par des importations sauvages et régressives.

Les défis à venir sont non moins importants. la diversification de l'économie semble une urgence pressante. L'industrie agroalimentaire n'a pas encore tiré son épingle de jeu.

L'essentiel de ces industries continuent à dépendre des importations pour leur fonctionnement ce qui aggrave davantage la dépendance de l'agro-industrie des matières premières importées.

Il faut croire que cette recherche d'efficacité doit impérativement prendre en compte les impératifs de la conjoncture financière laquelle plaide pour l'amélioration de la couverture des besoins en produits agricoles.

L'exploitation des marges de productivité existantes, le soutien à l'investissement privé et dégager des excédents à l'exportation l'agriculture algérienne a été laminée par l'économie internationale et les politiques internes menées dans le passé entre subventions à l'exportation des uns et sous investissement des autres.

L'Algérie a marginalisé l'agriculture comme source de croissance et de création de richesse. Les statuts juridiques des terres ont contribué à déstabiliser les structures de production.

I- Le cadre conceptuel:

1- Le rôle de l'agriculture dans le développement a fait l'objet de multiples travaux, soit que l'on veuille montrer que l'agriculture doit être prioritaire, soit que l'on veuille montrer que toute croissance agricole passe d'abord par la constitution d'un secteur industriel intégré aussi diverses soient-elles, ces études présentent un fondement commun elles montrent que l'agriculture participe au développement économique d'ensemble par le biais de quatre éléments: les produits, le marché, les facteurs de production et l'accumulation (Bialés, 2007. P. 203)

- Le rôle des produits agricoles: du fait du faible niveau actuel de la productivité, la très grande majorité du tiers monde se trouve dans une situation nutritionnelle précaire, une agriculture productive fournit la nourriture permettant d'alimenter la population.

- Le développement du rôle du marché: le secteur agricole peut servir de débouché à la production industrielle de biens de consommation, la croissance de la productivité induisant l'amélioration des revenus du monde paysan.

- L'apport de la main d'œuvre: l'agriculture contribue à fournir à l'industrie les salariés nécessaires à sa croissance.

- L'extension de l'accumulation: puisque l'agriculture une plus grande partie du PIB, ce sont ses ressources qui doivent contribuer en premier lieu, au financement de l'accumulation du capital dans les autres secteurs.

Le sous-investissement dans l'agriculture a été un des griefs majeurs faits à la politique économique des années 1970 et 1980.

Il en a résulté une stagnation des productions et des revenus des paysans, un exode rural rapide et une dévitalisation des campagnes.

2- Autonomie et autosuffisance alimentaire:

Il ne faut pas confondre autosuffisance alimentaire et sécurité alimentaire.

L'autosuffisance alimentaire signifie qu'un pays produit toute l'alimentation de sa population, à notre époque, aucun pays n'est autosuffisant sur ce plan quant à la sécurité alimentaire un consensus a été trouvé sur sa définition au sommet mondial de l'alimentation organisé par la FAO en 1996 (Badrani, 2018. P. 5), " elle est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine".

- La disponibilité d'aliments " en quantité suffisante et d'une qualité appropriée " cette disponibilité provenant indifféremment de la production et/ou des importations.
- L'accès à la nourriture de tous les habitants d'un pays, cet accès pouvant être obtenu par différents moyens (achat, autoproduction, aide alimentaire).
- L'utilisation de la nourriture " dans le cadre d'une diète adéquate d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de

bien être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques”.

3- Situation et capacités de production agricole:

L'agriculture emploie moins de 9% de la population occupée et incarne lors de ses meilleures campagnes, environ un dixième du produit global s'arrogeant ainsi le deuxième rang dans la création de valeur ajoutée.

Tableau n°1: Agriculture: poids dans le produit global(en%) et croissance (en%).

Années	2005	2006	2007	2008	2009	
PIB	7.69	7.54	7.57	6.58	9.34	
coissance	20.3	8.1	2.5	-3.8	21.1	
Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB	8.46	8.11	8.77	9.8	10.2	11.7
coissance	4.9	11.6	7.2	8.2	6.4	2.5

Source: Hocine Benissad : de la transition économique ; l'expérience Algérienne (1988-2018), OPU, Alger 2018 p255

Le rythme d'expansion du secteur primaire, largement déterminé par la qualité des sols et le climat (aride ou semi aride), est variable, comme l'illustre l'évolution de l'output et le rendement de certaines filières est encourageant.

Tableau 2: le rendement de certaines filières Unité : quintaux

Filières	Production		%
	2000	2018	
Blé dur	4.863.340	19.376.183	298%
Blé tendre	2.740.270	5.024.781	83%
Orge	1.632.870	9.199.064	463%
Avoine	81.700	721.209	783%
céréales	9.318.180	34.321.237	268%
Fourages	4.571.300	49.683.790	987%
Légumes secs	218.840	746.303	241%
Tomate indus	4.753.920	12.354.960	160%
Tabac	71.530	98.404	38%
Maraichage	33.081.560	131.039.472	296%
Dont: pomme de terre	12.076.900	47.826.396	296%
Oignon	3.157.410	15.259.866	383%
Viticulture	2.038.010	5.709.718	180%
Agrumes	4.326.350	12.031.973	178%
Noyaux pépins	4.523.370	16.744.212	270%
Olives	2.171.120	6.969.615	221%
Dattes	3.656.160	10.296.957	182%
Viandes rouges	2.517.830	5.377.548	114%
Viandes blanches	1.981.360	5.154.360	160%
Lait 1000l	1.583.590	3.597.017	127%
Œufs 1000u	2.020.000	6.691.912	231%
Miel	10.540	71.319	577%
Laine	177.080	388.725	117%

Source: Ali Titouche: “secteur de l’agriculture les défis sont encore tenaces” El watanéconomique du 23/04/2018 p4.

Idem pour les légumineuses puisque l'on s'achemine vers l'autosuffisance en lentilles et pois-chiches en particulier.

Le rendement des cultures maraichères est passé de 33 million de quintaux en 2000 à 130 millions en 2015. la pomme de terre de 12 millions de quintaux à 47 millions.

Quant à la production moyenne annuelle de lait cru est d'environ 3.75 milliards de litres en 2015 ; soit à peine 93,3 litres/an par habitant en moyenne ; au cours des dix dernières années ; le manque de fourrages (devenus de plus en plus onéreux) provoque une sous-alimentation du cheptel et donc, un rendement dérisoire par vache (4000 lt/an).

La hausse de la consommation annuelle de lait par habitant propulse l'Algérie au second rang mondial après la chine.

Les défaillances de la production de céréales, filières stratégiques sont compensées par des importation considérables. Même si certains agriculteurs enregistrent un rendement de 50 quintaux de céréales/hectare, le rendement moyen des bassins céréaliers est modeste (environ 17qx/hectare) à cause de la sécheresse et de l'aridité auxquelles ils sont exposés constamment. En 2013/2014, la production régresse de 40% à près de 35 million de quintaux, avant de se redresser temporairement puis de rechuter à 35 million de quintaux en 2017. Couvrant difficilement le tiers ($\frac{1}{3}$) des besoins domestiques. Sans aboutir à l'autosuffisance dans le domaine du blé dur, ni à une large satisfaction des besoins en blé tendre, la culture de ce dernier n'étant nullement favorisée par le climat local.

Le rendement de certaines filières est, encourageant, les cultures maraîchères flirtent avec l'autosuffisance, les différents ministres qui se succèdent annoncent officiellement sans vergogne que la valeur de la production agricole nationale est de 28 à 35 milliards de dollars (Benaldjia, 2009. P. 3), c'est à dire la moitié de la production française qui est la plus forte de L'UE sur une surface 6 fois plus petite, la production de l'hectare aurait donc une valeur supérieure de 7 fois celle du MAROC (9-1200 dollar/ha) (Benaldjia, 2009. P. 3) et de 3 fois celle des pays de L'UE, rapportée à la surface cultivée chaque année on se retrouve avec un hectare qui produit environ 7000 dollars/an. Alors que les chiffres avancés par des observateurs indépendants parlent de 204 dollars/ha/an. Au vu de ses résultats obtenus, des moyens financiers engagés, on remarque que de 2000 à 2014 la production globale est en régression.

II- Les caractéristiques de la gestion du secteur agricole de 2000 à 2018

On notera surtout le manque, ou l'absence d'études et de prospective de maturité dans la conception, de pragmatisme.

1. Evaluation de la gestion du secteur agricole au cours de la période 2000 à 2018

Au lieu de générer de la richesse au profit de l'état, de l'agriculteur et du consommateur, le secteur agricole est devenu une charge pour le trésor public, une activité incertaine pour l'agriculteur et un souci permanent pour le consommateur par rapport au produit agricole. le déficit de ce secteur peut être évalué à la facture en devises des produits alimentaires que notre contexte naturel peut fournir, conjugué subventionnement de l'état pour

chaque EURO importé en produits alimentaires, l'état subventionne le consommateur à 400 DA environ (Moussouni, 2009).

2. Absence d'une modèle agricole pérenne et efficace:

Il est vrai que le secteur agricole a connu beaucoup de changements, en particulier le secteur agricole d'état. La "révolution agraire" n'a duré que quelques années, puis les terres ont été rendues à leurs propriétaires quant au secteur agricole, depuis sa constitution en 1963, il a connu moult péripéties:

Coopératives d'anciens moudjahidines dans les années 1960, gestion centralisée des anciennes fermes coloniales par l'office national de la réforme agraire (ONRA), libéralisation de la commercialisation au début des années 1980, restructuration en 1987 avec la constitution des EAC et EAI, la dissolution des coopératives de services et la fin de la garantie de l'état sur les crédits accordés par la BADR, tolérance du partage de facto entre les attributaires de nombreuses EAC, puis remise en cause de la loi de 1987 pour ramener le droit de jouissance à 40 ans et permettre aux EAC d'avoir des partenaires privés sans toutefois légaliser le partage des EAC.

Tous ces changements ont amené les agriculteurs du secteur agricole d'état à se sentir peu sécurisés dans leur statut, donc enclins à peu investir ou même désinvestir, comme au moment de la création des EAC et EAI en 1987 (vente du cheptel et de matériels) (Badrani, 2018. P. 4)

Les changements s'expliquent par la contradiction entre deux objectifs du pouvoir politique dominant depuis l'indépendance d'une part garder le contrôle du secteur agricole étatique, d'autre part essayer d'augmenter les productions de ce secteur. D'où ces tâtonnements se traduisent par les changements décrits précédemment pour essayer de résoudre cette contradiction.

3. Absence de statistiques fiables du secteur agricole:

Pour mieux gérer le secteur agricole ; il faut d'abord qu'il soit mieux connu autant par ceux qui le gèrent directement (ministre et fonctionnaires de l'agriculture) que par les autres parties prenantes dans ce secteur (syndicats agricoles, organisations professionnelles formateurs et chercheurs en agronomie...) or, ce secteur est mal connu parce qu'aucune statistique fiable n'existe le concernant sans statistiques fiables ; il est impossible pour les directeurs de construire un tableau de bord qui agrège les données clefs du secteur, les visualise et permet ainsi aux décideurs d'être plus réactifs, plus efficaces et de prendre de meilleures décisions, exemple pourquoi maintient-on la politique consistant à pratiquer un faible taux de droit de douane (5%) sur l'importation de vaches laitières et de génisses pleines alors que tout le monde sait que ces animaux sont mis à l'abattage après un velage ou deux ?

A-t-on évalué cette politique qui coûte au pays quelques millions de dollars par an en période de vaches maigres? Les agriculteurs et les ingénieurs algériens n'ont-ils pas la capacité de produire ces animaux à moindre coût pour le pays?

III- Les problèmes ou handicaps de l'agriculture algérienne

1. Le rétrécissement des terres agricoles:

L'endiguement de la perte de terres agricoles, ressources naturelles rares et vulnérables (facteurs de production) sous l'effet de l'avancée du désert, de l'érosion et d'investissements divers (construction de logements, ouvertures de nouvelles routes, de zones industrielles...etc) (Benissad, 2007. P. 259).

Le freinage de l'extension du désert doit tenir compte des lacunes connues par le reboisement, l'édification partielle du « barrage vert » (conçu dans les années 1970 pour s'étaler sur 1200km et censé recouvrir 4millions d'hectares et de boucher sur une concession de terrains à des agriculteurs) quant au détournement du patrimoine foncier agricole de sa vocation naturelle, y compris de surfaces à haut rendement agricole, en faveur de l'immobilier. Quand on sait que le pays a perdu depuis 1962 au moins 300,000 ha d'excellentes terres agricoles (Benaldjia, 2019); il ne s'agit plus de détournements, mais on assiste à un pillage massif du patrimoine national ; il n'est pas le fait de la seule administration, des paysans du secteur privé alléchés par un gain immédiat y cèdent.

2. Lesous-investissement dans l'agriculture :De nombreux spécialistes sont convaincus que l'aide financière publique, plus substantielle depuis quelques années, bien qu'indispensable ne peut pas venir à elle seule à bout des handicaps structurels qui freinent la production et l'innovation, il y'a aussi la taille des exploitations, le vieillissement de la population, le retard technique généralisé, le statut juridique de la terre, la politique des prix, la croissance agricole actuelle, très fragile, doit être consolidée par des

innovations majeures dans chacun de ces domaines, aucun facteur isolé ne permettra le renouveau attendu enfin beaucoup pensent que l'agriculture a bénéficié de la part de l'état de sommes considérables (200 milliards de DA par an durant le plan 2010-2014) (Badrani, 2018, p.5).

Outre le fait de savoir si ces sommes ont été utilisées de façon judicieuse. Ces montants sont aussi très modestes comparés aux soutiens que perçoivent des pays développés, rapportés à l'hectare, ils sont de 20 euros/ha et par an en Algérie contre 288 euros/ha et par an pour l'union européenne (Badrani, 2018, p.5).

Ces montants sont très modestes, si on prend les risques énormes que prennent les agriculteurs dans leurs activités de production d'une partie de la nourriture de la population une pluviométrie aléatoire, des maladies et des infestations de parasites, des marchés mal régulés profitant plus aux commerçants qu'aux agriculteurs.

3. Un marché de rentiers et de spéculateurs producteurs et intermédiaires réalisent et ce que les responsables du secteur déclarant que la valeur de la production agricole nationale est de 28 milliards de dollars (2019) (Benaldjia, 2019); ce qui fait de la spéculation une composante importante de la valeur produite par l'agriculteur: une culture de rente avec des investissements et des gains importants. Les producteurs, pour s'assurer une marge bénéficiaire plus sécurisante jouent sur les économies d'échelle, ceci a conduit aussi à une hausse des rendements certains producteurs augmentent les surfaces cultivées et tentent de mieux valoriser leur produit en se positionnant plus en aval dans la chaîne de commercialisation (Benachenhou, 2018, p. 176).

Les autres producteurs cèdent la pomme de terre à des particuliers qui achètent la récolte sur pied : les acheteurs sont soit des intermédiaires soit des grossistes ou directement des détaillants,

en dehors des situations de crise (les prix sur les étals à 150 DA) en 2021.

Mais il faut noter que la part la plus importante du bénéfice va aux intermédiaires, les producteurs ne gardent que des marges limitées. Les intermédiaires ont gagné en moyenne trois fois que les producteurs selon le p^r benachenhou.

IV- Les enjeux et les risques de la question alimentaire

Nous prenons à sous-estimer la question alimentaire, et nous mesurerions avec gravité notre dépendance alimentaire qui amplifiait au rythme de notre croissance démographique (Ben Ouaret, 2018):

1. Explosion démographique en Algérie

En témoigne au 1^{er} janvier 2018 la population résidente totale a atteint les 42,2 million d'habitants d'après l'ONS.

L'évolution de l'importation dépend de l'évolution de la démographie, et que les produits composant l'essentiel de la ration alimentaire sont importés plus de 70% des besoins en céréales sont couverts par les importations, 60% pour le lait, 100% pour le sucre et 95% pour les huiles alimentaires, ce qui donne la mesure la vulnérabilité alimentaire (Hemza, 2021. P.9).

Cette piste d'analyse nous permet de mieux situer le problème au sein d'un contexte donné, on commence par situer la croissance économique moyenne qui est autour de 3,5 à 4% ces dernières années (Lamiri, 2018).

Dans notre pays, on prend la croissance démographique qui, par exemple se dirige vers les 2,5%, la différence c'est-à-dire 1% serait l'amélioration du niveau de vie avec une croissance de ce genre.

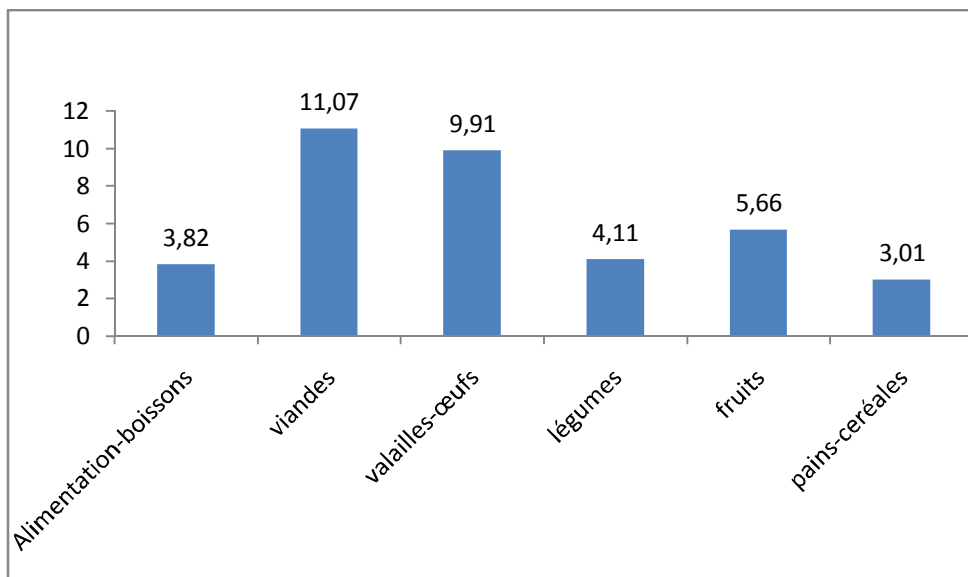
Donc une forte croissance démographique met sous pression tous les secteurs de la vie économique.

L'Algérie est le pays maghrébin le moins doté en terres cultivables puisque le ratio hectare cultivable/sur population est de 0,26 ha/par hbt en 2004 (il était de 1,3 ha/hbt en 1900) ce même ratio est 0,5 ha/hbt en Tunisie et de 1hectare par habitant au Maroc(Bouzidi, 2011, p.111).

2. La spirale haussière de plus en plus pesante sur le pouvoir d'achat:

La croissance rapide de la consommation et la desorganisation des circuits de distribution n'ont pas manqué de pousser les prix vers le haut, notamment en automne comme l'indique le graphe suivant.

Graphes n°1 : Evolution des principaux produits alimentaires 2017-2018



Un autre aspect doit être souligné ici : ce sont les couches populaires qui supportent le plus l'inflation, en raison de la pondération importante des produits alimentaires dans l'indice des prix (les Algériens les plus pauvres consacrent 66% de leur budget à l'alimentation contre seulement 34,5% pour les plus riches) (Benissad, 2018 P .282)

C'est ainsi que l'inflation est considérablement redoutée puisqu'elle conduit à l'érosion du pouvoir d'achat des citoyens.

L'inflation s'accélère, en 2015/2018 sous l'influence de la forte dépréciation du dinar, du relèvement du prix de certains intrants domestiques (comme l'énergie), du rétablissement des contrôles

quantitatifs sur les importations ; en 2017, la hausse moyenne des prix de produits agricoles frais excède 13%.

Tableau n°3 Indice officiel des prix à la consommation (grand Alger) (Benachenhou, 2018, p.160).

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
4,52	8,89	3,25	2,92	4,8	6,4	5,6%

Source : Hocine Benissad : **de la transition éco, l'expédience Algerien**
opcit p283

3. Le rôle des importations dans la formation de la ration alimentaire:

Les importations réalisées par l'état sont consacrées aux produits qui constituent l'essentiel de la ration calorique et protéine du plus grand nombre et particulièrement de celle de la classe ouvrière et de larges fractions des classes moyennes: céréales et légumineuses, huiles, végétales, œufs, lait et indirectement volailles, du fait de l'achat à l'extérieur de tous les facteurs de production, encore que ces dernières années la croissance des importations de viande rouge bovine et ovine d'aliments de bétail, témoigne de la pression de la demande des fractions supérieures des classes moyennes de plus en plus exclues, par le niveau des prix, de la consommation des viandes locales (Ait Amara, 2009, p.142).

L'achat à l'extérieur de denrées alimentaires à moindre coût compte tenu des différences de productivité agricole, permet de maintenir un bas niveau de salaires.

Le déficit de ce secteur peut être évalué à la facture en devises des produits alimentaires que notre contexte naturel peut fournir conjugué au subventionnement de l'état pour chaque euro importé en produits alimentaires, l'état subventionnent le consommateur à 400DA environ (Moussouni, 2019).

Tableau n°4 : importations en milliards de dollar

2007	2008	2010	2012	2013	2014	2015	2016	2017
26,3	37,9	38,8	51,5	54,9	59,6	52,6	47	45,9

Source:Hocine Benissad : **de la transition économique**, O.P.U Alger, 2018, p280

L'essentiel de ces achats est quasi incompressible parmi eux, il y'a des produits alimentaires revendus localement à des prix soutenus (qui abreuvent aussi leur réexportation informelle).

4. L'incertitude des marchés agricoles internationaux.

L'autosuffisance alimentaire demeure un défi majeur mais complexe à relever dans le contexte algérien à un moment ou à l'échelle planétaire, les enjeux de la captation de la rente agricole sont redécouverts, enjeux n'éloignant pas à terme le risque d'une confrontation économique, en 2008, il fallait un mois de salaire minimum au Nigéria pour acquérir un sac de riz J.P Boris (Boris, 2008), qui souligne ainsi l'inaccessibilité des biens alimentaires de base pour les pauvres ainsi l'offre mondiale de denrées agricoles est elle-même menacée par les changements climatiques et son emploi à des fins non alimentaire.

Résultats de l'étude:

Cette étude a permis de mettre l'accent sur la menace d'ignorer l'importance du secteur agricole dans l'économie nationale et de mettre en valeur la terre en tant que facteur de production qui permettra de relever le défi de la sécurisation alimentaire donc l'agriculture est à réinventer la politique publique devra découler d'une évaluation des besoins actuels et futurs des populations.

La politique agricole doit conduire à une exploitation optimale de tous les facteurs de production (terres, eau, ressources humaines). La priorité sera donnée aux zones à fort potentiel de manière à rentabiliser aux mieux les investissements engagés (et surtout de conserver le foncier agricole).

Conclusion:

Plusieurs facteurs majeurs transforment l'économie agricole internationale et l'installent sur un marché haussier pour une longue période de temps: la nouvelle demande asiatique et la rigidité de l'offre des principaux producteurs exportateurs, le redéploiement des terres vers les biocarburants peuvent maintenir le trend haussier au cours des décennies qui viennent.

Dans ce nouveau contexte international, le sous-développement bien connu de l'agriculture algérienne va-t-il être une chance pour elle alors que le potentiel agricole, sans être considérable, et loin d'être négligeable et reste dans tous les cas largement sous exploité ?

Bibliographie:

1. Michel Bialés : l'essentiel sur l'économie 4^{ème} éditions, BERTI Editions, Alger, 2007.
2. Benissad Hocine : de la transition économique l'expérience Algériennes (1988-2018) OPU, Alger, 2018.
3. Ali Titouche : « secteur de l'agriculture les défis Sont encore tenaces » el watan économique 23/04/2018.
4. Sofiane Beneldjia « pillage massif du patrimoine national » elwatan économie du 01/04/2019.
5. Akli Moussouni : l'incompétence et l'opportunisme dans le secteur agricole el watan économie du 01/04/2019.
6. Slimane Badrani : « le secteur agricole est mal connu » elwatan économie du 23/04/2018.
7. Abdellatif Benachenhou : pour une meilleure croissance, alpha design, Alger juin 2008.
8. Naima Benawaret : retombées néfastes sur le plan socio économique ; el watan éco-sept 2018.
9. Hichem Hamza : « sécurité alimentaire pilier de la souveraineté nationale » el moudjahid actualité 01/12/2021.
10. Abdelhaklamiri : quelques réflexions sur le phénomène démographique el watan éco (2018).
11. Abdelmadjid Bouzidi : économie Algérienne, ENAG, Alger, 2011.
12. Hamid Ait Amara: blocage de la productivité du sol et crise agricole neuve, CENEAP, Alger.
13. J.P Boris : le Roman noir des matières premières, Hachette littérature, paris, 2008.